

Bruxelles, le 11.11.2016
C(2016) 7177 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.11.2016

**relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à
financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.11.2016

relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9 (1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République du Niger pour la période 2014 – 2020³, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: Secteur 1: Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience; Secteur 2: Renforcement de la capacité de l'Etat pour la mise en œuvre des politiques sociales ; Secteur 3: Sécurité, bonne gouvernance et consolidation de la paix ; Secteur 4: Désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11^e Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')⁴ vise à soutenir le Niger dans sa stratégie d'accélération de la croissance inclusive, de développement social et de gestion durable des ressources naturelles dans un environnement de bonne gouvernance et de sécurité et ce, en ligne avec les secteurs de concentration identifiés dans le document de stratégie pays: 1) Sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience; 2) Renforcement de la capacité de l'Etat pour la mise en œuvre des politiques sociales; 3) Sécurité, bonne gouvernance et consolidation de la paix; 4) Désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit.
- (3) L'action intitulée «Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur de sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable au Niger» a pour objectifs d'accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise ses objectifs sectoriels, de promouvoir les politiques et les réformes dans le secteur, de renforcer la gouvernance au niveau sectoriel et de répondre aux besoins essentiels de la population à travers l'amélioration des services dans les domaines de l'agriculture

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3882 du 16 juin 2014

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

durable, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La modalité de mise en œuvre est un Contrat de réforme sectorielle assorti d'un appui complémentaire en gestion directe.

- (4) L'action intitulée «Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat (SBC II)» vise à accroître la capacité financière du gouvernement pour maintenir la paix, la stabilité macroéconomique et atteindre les objectifs des politiques à court terme, soutenir le développement, la gouvernance démocratique, la lutte contre la corruption et l'égalité des genres ainsi qu'à développer les capacités de l'Etat à assurer ses fonctions vitales. La modalité de mise en œuvre est un Contrat relatif à la Construction de l'Appareil de L'Etat assorti d'un appui complémentaire en gestion directe.
- (5) L'action intitulée «Contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation» cherche à accroître la capacité financière du gouvernement afin qu'il réalise les objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation de base, à promouvoir les politiques et réformes sectorielles, à améliorer la fourniture de service publics dans le secteur de l'éducation de base, renforcer la gouvernance au niveau sectoriel et à répondre aux besoins essentiels de la population en ce qui concerne un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité. La modalité de mise en œuvre est un Contrat de Réforme Sectorielle assorti d'un appui complémentaire en gestion directe.
- (6) L'action intitulée «Programme d'appui à la réforme de l'Etat Civil (PAREC)» a pour but de contribuer à l'amélioration de la gouvernance de l'état civil par une amélioration des textes existants, du pilotage et du suivi-évaluation du système ainsi que renforcer les capacités des acteurs du système de l'état civil et de sensibiliser la population à l'importance des droits que procure l'enregistrement. Enfin, l'état civil sera informatisé et un dispositif d'archivage sera mis en place afin de sécuriser les données enregistrées. La modalité de mise en œuvre est la gestion indirecte, par la conclusion d'un PAGODA, avec l'UNICEF.
- (7) L'action intitulée «Programme de désenclavement des régions à risque d'insécurité et conflits (PRODERRIC)» a pour objectif la réhabilitation de 141 km de routes bitumées et la construction d'environ 470 km de routes en terre ordinaire dans les régions de Tahoua, d'Agadez et au nord de Zinder. Ces infrastructures visent le désenclavement des zones de production agro-pastorale, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, la stimulation et facilitation des échanges économiques et commerciaux entre le nord et le sud du pays, et la facilitation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises dans les zones concernées. La mise en œuvre se fera par modalité projet en gestion indirecte par le pays partenaire.
- (8) L'action intitulée «Programme d'appui à la société civile (PASOC III)» cherche à améliorer l'efficacité et la crédibilité des organisations de la société civile, renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile nigérienne et promouvoir la concertation et le dialogue accru entre les pouvoirs publics et la société civile. Les modalités de gestion et mise en œuvre ont été conçues afin d'optimiser les solutions et de s'adapter aux défis auxquels les organisations de la société civile doivent répondre. La mise en œuvre se fera par modalité projet en gestion indirecte avec le pays partenaire.

- (9) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (10) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union.
- (11) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au Niger, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans les annexes 1, 2, 3, 5 et 6 de la présente décision.
- (12) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (13) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (14) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11^e Fonds européen de développement présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: Contrat de réforme sectorielle en appui au secteur "Sécurité alimentaire et nutritionnelle et développement agricole durable au Niger" (CRS SANAD);
- Annexe 2: Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'Etat (SBC II);
- Annexe 3: Contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation;

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

- Annexe 4: Programme d'appui à la réforme de l'Etat Civil (PAREC);
- Annexe 5: Programme de désenclavement des régions à risque d'insécurité et conflits (PRODERRIC);
- Annexe 6: Programme d'appui à la société civile (PASOC III).

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visé à l'article 1^{er} est fixée à 470 000 000 EUR et est financée sur le 11^e Fonds européen de développement et sur sa réserve.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans les annexes 4, 5, 6 sous réserve de la conclusion de la convention y afférente.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 11.11.2016

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission